COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 25 JUIN 1983 — N°216 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

DE SANTIAGO DU CHILI ... A LA POLOGNE LES TRAVAILLEURS RELEVENT LA TETE.

Dans deux pays distants de plusieurs milliers de kilomètres, en Pologne et au Chili, nous pouvons voir le poids que pèse notre classe à nous travailleurs.

Deux généraux sont bien embarrassés aujourd'hui Pinochet et Jaruselski. Même combat, même crainte ! Celle de voir nos frères pousser plus loin leur mouvement. La force de millions de pauvres regroupés derrière les travailleurs serait invincible.

Et les généraux ont bien raison d'avoir peur.

Les travailleurs en lutte pourraient balayer l'état de Pinochet et Jaruselski !

Ceux-ci ne tiennent que sur une étroite base qui tremble aujourd'hui et d'où ils pourraient tomber à la première poussée sérieuse.

Mais on peut aussi voir ce qui dans les rangs des travailleurs ralentit ou même affaiblit leur action.

Au Chili, certains généraux apparaissent déjà pour la succession d'un Pinochet branlant.

La gauche et les oppositionnels chiliens selon une triste habitude sont déjà en train de chercher un "bon" général dans la brochette d'assassins galonnés qui entourent Pinochet et visent la place.

En Pologne, c'est la hiérarchie religieuse qui négocie avec Jaruselski.

Le pape est non seulement un chef religieux mais aussi le porte parole de tous ceux qui s'opposent au pouvoir !

Mais cela n'augure rien de bon pour les travailleurs.

Pourquoi généraux, évéques ou pape seraient-ils nos porte-parole ?

Et surtout n'apparait-il pas déjà que le rôle de ces gens-là est de tout faire pour noyer nos aspirations dans les méandres de leurs propres objectifs politiques.

Armée, église, police et tribunaux ont toujours réussi à s'entendre sur notre dos !

Nous avons toujours tout intérêt à apprendre à défendre et représenter nous-mêmes nos intérêts.

Nul mieux que nous ne peut le faire jusqu'au bout. Pourquoi en serait-il autrement ? Nous vivons dans une société divisée en classes sociales aux intérêts différents ou opposés.

Pourquoi alors nous travailleurs devrions nous compter sur la sollicitude de gens appartenant à d'autres classes que la notre pour nous défendre ?

C'est une illusion que nous payons parfois cher.

Alors s'il y a deux choses à retenir des événements de Pologne et du Chili c'est tout d'abord que la dictature la plus féroce ne peut empêcher un peuple de se relever . Dix ans ont suffi pour que le peuple Chilien se relève, parce que les travailleurs ont relevé la tête !

C'est qu'ensuite nos aspirations ne pourront triompher totalement que lorsque nous nous chargerons nous-mêmes de conduire la lutte de bout en bout pour les réaliser.

LE VOYAGE POLITIQUE DU PAPE EN POLOGNE



Le voyage du pape en Pologne a été marqué par plusieurs manifestations qui ont rassemblé pour la première fois depuis le coup de force de Jaruzelski des centaines de milliers de personnes. Dès son arrivée, le pape n'a pas hésité à donner un ton politique à sa visite. Dans plusieurs interventions publiques il a déclaré son soutien au syndicat Solidarité et a dénoncé la répression du pouvoir.

C'était l'attitude la plus payante pour l'église qu'un pape pouvait avoir dans un pays où la population est sans cesse réprimée, pour ne pas perdre son autorité religieuse. Il n'y avait donc rien de surprenant que que ce voyage ait eu un caractère politique très marqué.

Mais quelle est la politique du pape ? Elle s'oppose aux actions violentes qui contestent la politique du gouvernement . La hiérarchie religieuse de Pologne a plusieurs fois appelé au calme quand les travailleurs ont manifesté leur colère. Le pape n'a pas voulu apparaître comme le soutien de cette colère mais comme un opposant modéré à la politique du gouvernement . Il a cherché la conciliation . Il voulait négocier plus de "liberté" pour les travailleurs.

C'est cette démarche qu'il a fait lorqu'il a rencontré les dirigeants politiques de l'état polonais. Mais ceux-ci ne sont pas décidés à faire des concessions au syndicat Solidarité par Eglise ou pape interposés. Ils savent les risques qu'ils prennent en accordant des libertés aux travailleurs . Ceux-ci ne s'arrêteraient pas là et se donneraient les moyens de changer réellement leur sort. Jaruselski, comme Jean Paul II, désire aussi le calme, mais par la force. Pour l'instant il a choisi de ne pas réprimer les manifestants qui profitent de la visite du pape pour se mobiliser en plus grand nombre. Le pouvoir est bien obligé d'admettre ces immenses rassemblements populaires qui le narguent.

Jusqu'ici il n'y a aucune menace dans l'air contre le gouvernement puisque Jean Paul II a lancé un appel au calme !

Mais jusqu'où ces manifestations se dérouleront sans heurt avec les forces militaires ?

Que sortira-t-il du voyage du pape :

Les travailleurs sortiront-ils renforcés ou déçus de cet épisode ?

Dans le premier cas, le gouvernement de Jaruzelski connaîtrait de biens mauvais moments dans les jours qui viennent.

Dans le deuxième cas, de toute façon les travailleurs polonais retrouveront par eux même les moyens de faire reculer et abattre le pouvoir dictatorial de Jaruszelski.

Les manifestations qui ont accompagné le voyage du pape ont montré en tout cas la fragilité du pouvoir. C'est l'église elle-même qui lui donne des raisons d'espérer en maintenant moralement le calme !

MARTINIQUE :

A.N.P.E.: UN CHOMAGE INTOLERABLE.

L'ANPE vient de publier un relevé mensuel des statistiques sur l'emploi en Martinique. Ce document est révélateur du délabrement de l'économie.

Ainsi il y avait 27 094 demandes d'emploi non satisfaites et seulement 278 offres non satisfaites : il y a cent fois plus de demandeurs que de postes !

Le chômage touche essentiellement des jeunes de moins de 25 ans : 17 455.

Au cours du mois d'avril, 1 330 personnes nouvelles se sont inscrites à l'ANPE, qui a par ailleurs enregistré 205 offres : 6 fois moins. Et sur les 27 000 demandeurs d'emplois, 124 ont eu la chance extraordinaire de trouver un travail (pour combien de temps ?). Cela représente environ 5 pour mille.

Enfin, 960 annulations ont été opérées. Il s'agit de gens qui n'apparaissent plus dans les statistiques. Il reste donc 370 demandes supplémentaires pour le solde d'avril !

Ces chiffres montrent l'étendue du problème du chômage. Ils montrent aussi combien sont vaines toutes les tentatives de replatrage du système, replatrages qui ont nom "dévelopement de l'artisanat" "production locale", lorsque les problèmes de fond ne sont pas posés : domination des gros capitalistes sur l'économie et dont l'objectif premier est de faire de l'argent, beaucoup d'argent et non de créer des emplois comme ils le proclamaient hypocritement lors d'une réunion récente avec Maury-Laribière, délégué du CNPF en Martinique à l'hôtel méridien.

MARTINIQUE :

L'AFFAIRE

ATTAL

ATTAL est un commerçant blanc spécialisé dans les fournitures scolaires. Il s'est fait plein d'argent en vendant du matériel aux écoles et plus spécialement aux LEP.

Mais les conditions dans lesquelles étaient passés ces marchés étaient telles que sur plainte de deux syndicats de l'enseignement une enquête a été menée par un inspecteur de l'Education Nationale et tout s'arrête là !

On sait pourtant de source sûre que les documents comptables fournis par Attal relèvent de la plus haute fantaisie, ce qui permet à ce fournisseur de s'en mettre plein les poches.

On sait aussi que de telles pratiques ne sont possibles qu'avec la complicité de responsables.

3 chefs d'établissement, plusieurs chefs de travaux, au moins un inspecteur, sont mêlés jusqu'au cou dans ces combines et pourtant rien ne transpire : Mais l'énormité du scandale est certaine puisque le recteur a interdit à la directrice du LEP de Châteauboeuf de répondre publiquement alors qu'elle a été mise en cause nommément.

Le directeur de l'entreprise CANON a certifié qu'il avait écrit au rectorat pour signaler les conditions douteuses dans lesquelles Attal revendait du matériel Canon aux écoles avec des majorations de 40 % par rapport aux prix pratiqués normalement sans service après vente.

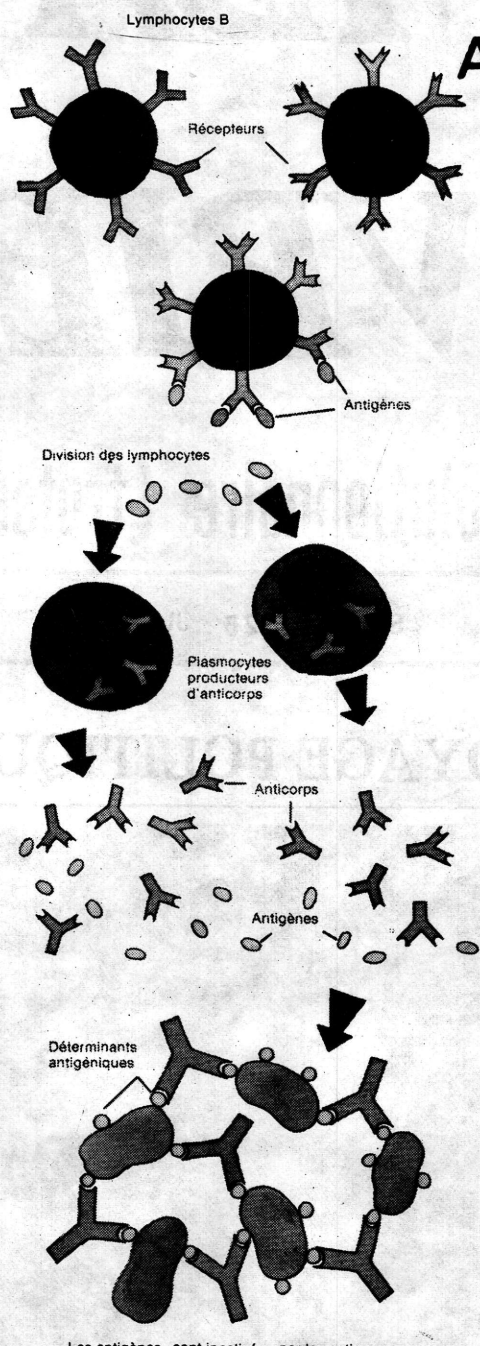
Jusqu'ici, pas de démenti ! Alors pourquoi ne dit-on rien ? Serait-ce parce que la quasi totalité des complices de Attal sont de hauts fonctionnaires blancs !

S'il n'en était pas ainsi, on aurait depuis longtemps vu les noms de ces gens dans France Antilles.

L'INFORMATION SUR LE SIDA

A DE DROLES DE RELENTS.

FABRICATION D'ANTICORPS CONTRE UN ÉLÉMENT ÉTRANGER AGRESSEUR



Les antigènes sont inactivés par les anticorps

Les lymphocytes B sont des sentinelles qui guettent, grâce à leurs récepteurs, l'arrivée des agresseurs étrangers à l'organisme. Stimulés, ils se divisent en fabriquant les anticorps qui nous protègent. La vaccination permet de préparer les récepteurs à reconnaître virus ou bactéries. (Illustration d'Anne Puybareaud).

Depuis quelques semaines, la grande presse parle avec insistance du développement d'une maladie récemment découverte aux Etats Unis. Cette maladie appelée le SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) est encore très mal connue. On n'en connait ni le mode de transmission exact, ni l'agent de transmission ni le traitement thérapeutique approprié. Elle est donc, pour l'instant, l'objet de recherches scientifiques.

Mais voilà une bien curieuse façon d'aborder un problème scientifique nouveau, que celle dont a été entourée l'information sur cette maladie.

Les médias des pays où certains cas ont été décris ont vite fait de la présenter comme une nouvelle maladie "honteuse" en tout cas "mystérieuse" . Elle "serait sexuellement transmissible" et par des rapports entre gens de même sexe... Par la suite il a été dit qu'elle "serait transmissible après des rapports multiples et variés".... Et puis des homosexuels, on est passé "aux Haitiens" parmi lesquels certains cas auraient été trouvés.

Aux Etat Unis et au Canada ces informations ont été traitées et développées de façon telle que la même presse parle d'une véritable psychose du SIDA. Les homosexuels ont été montrés du doigt, les émigrés haïtiens aussi. Dans son élan à reprendre l'information et en gardant le même ton "affolant" et peu scientifique, un journaliste français parlait de lui "de la population... de la Caraïbe"...

En tout cas , il est pour le moins bizarre en 1983 et en partant des pays les plus développés, de voir une presse par ailleurs habituée à présenter des informations hautement spécialisées et techniques, traiter d'une maladie encore mal connue comme on parlait de la lèpre il y a deux siècles. Et pire encore lorsqu'on mesure la très faible proportion de cas connus par rapport à toutes les autres maladies ou autres causes de mort.

PROCES DAVIDAS, UN PROCES DE L'ANTI SEMITISME :

UN BON PRETEXTE POUR ATTAQUER UN ANTI-COLONIALISTE.

Le 4 juillet doit se dérouler à Fort de France le procès contre Davidas intenté par la LICRA la communauté juive et le procureur Albarède.

En effet, Davidas avait réagi rageusement lors du massacre de Sabra et de Chatila en écrivant que les juifs en agissant ainsi donnaient raison à Hitler. Il l'avait dit à sa façon dans un particle paru dans Antilla.

Depuis dans plusieurs articles Davidas est revenu sur la responsabilité des juifs dans l'exploitation et l'oppression en Martinique et dans le monde.

Pour notre part, nous ne voyons pas une raison spéciale de rendre les juifs responsables de l'exploitation ou de l'oppression des Noirs ou des Arabes.

Les thèses raciales sont toujours méprisables ou sottes. Les juifs qui exploitent ne le font pas spécialement parce qu'ils sont juifs, mais parce qu'ils ont les capitaux ou un Etat (Israël).

Les juifs sont tristement conformes au reste de la planète qui comprend des oppresseurs et des exploiteurs en son sein.

Le massacre de Sabra et Chatila est la conséquence de la politique d'Israël dans le Moyen Orient mais non pas des juifs en général !

Mais l'état d'Israël ne peut agir ainsi que parce qu'il bénéficie du soutien direct de l'impérialisme.

Son rôle au Moyen Orient c'est d'exercer une garde permanente contre les peuples de la région de freiner et briser leurs aspirations à échapper à l'emprise impérialiste !

Il est aussi vrai que la grande majorité du peuple d'Israël a soutenu la politique agressive de son état y compris lorsque cela



300 000 Juifs en Israël manifestent contre les massacres de Sabra et chatila

signifiait oppression, guerres, écrasement des peuples arabes. Le fait de soutenir ainsi la politique de l'état israélien a dressé contre les juifs un mur de haine qui pèsera lourd à l'avenir et qui sert d'alibi à l'état israëlien pour continuer à faire d'Israël un état caserne !

Mais tout cela ne permet pas de vouer les juifs aux camps nazis ou de déplorer qu'ils n'aient pas été exterminés par Hitler.

Que des palestiniens ayant vécu au Liban nourrissent de tels sentiments, on peut aisément le comprendre et en tenir compte.

Qu'un militant saisisse la plume pour l'écrire, c'est autre chose !

Mais toute cette discussion est une affaire qui regarde les anti-colonialistes.

Alors quelle position avoir lors du procès Davidas ?

Il n'y a aucun doute qu'il faut dénier à Albarède, à la LICRA, et aux autres organismes hypocrites le droit de le traîner en procès et encore moins de le juger.

Les mêmes qui vont juger Davidas sont des suppôts avoués de l'oppression coloniale.

La LICRA fait-elle campagne contre la colonisation des territoires arabes par Israël ?

A-t-elle jugé Begin et ses généraux ? A t-elle condamné les exactions auxquelles des israëliens se sont livrés contre des arabes ? A-t-elle protesté contre les actes d'oppression coloniale ici même?

Quant à Albarède, il est comique de voir cet énergumène autrefois acharné contre des jeunes victimes du racisme Blanc se faire aujourd'hui le défenseur des juifs .

Ni lui ni ses collègues ne sont jamais allés au fond de l'affaire des jeunes de Schoelcher. Et cette affaire s'est soldée par la mort de deux personnes ! directement ou indirectement.

Albarède tout comme la LICRA et tout l'establishment blanc sont justement des "Blancs" dans un pays de Noirs. Et les juifs des Antilles qui se sentent visés par les propos de Davidas devraient s'interroger sur leur propre comportement face aux Noirs de ce pays.

Il n'y a donc aucune raison d'accepter que cette bande de Faux juges jugent Davidas ou n'importe quel anti-colonialiste.

Le jugement que nous portons sur Davidas, sur ses propos, c'est l'affaire de notre peuple, pas celle de ceux qui sont déjà du côté des massacreurs de Sabra et Chatila.

MARTINIQUE :

GREVE

A LA SIMAR

Depuis le jeudi 16 Juin les employés de la SIMAR, Société Immobilière de la Martinique, sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Les travailleurs, qui sont au nombre de 185, sont mobilisés à 100 % à l'appel de la CSTM. Ils exigent 10,6 % d'augmentation de salaire pour les basses catégories et 7 % pour les plus hautes. La direction de la SIMAR un blanc nommé DENJEAN a dans un premier temps accepté la discussion.

Le jeudi 16 un accord était pratiquement conclu, quand il a pris prétexte de la présence des travailleurs auprès de la salle de négociation pour refuser de signer l'accord en se déclarant séquestré !

Aussitôt, comme dans un sénario monté d'avance, des dizaines de gendarmes envoyés par le préfet ont investi les lieux pour libérer DENJEAN en molestant au passage les ouvriers !

Cette lâche agression est devenue un fait habituel. L'administration socialiste fait sur ce terrain là autant que l'administration giscardienne ! Les préfets se suivent et se ressemblent ! L'état est resté le même : raciste et oppresseur, tout aussi brutal envers les travailleurs qui se battent.

Les partis de gauche qui auraient crié à l'intolérable si c'était la droite qui avait agi ainsi sont restés discrets sur cette nouvelle agression policière.

Le PCM a protesté 5 jours après, le PPM (Césaire) et la FSM (Salpétrier) eux n'ont rien dit !

Les travailleurs de la SIMAR quand à eux ne s'en laissent pas compter : la grève continue . Et les ordures commencent à s'annoncer dans les cités de la SIMAR telles Bonair et Dillon.

BATIMENT -

MARTINIQUE :

QUILLERY-

BELLEFONTAINE

LE PATRON

A CEDE

Après 20 mois d' attente, les ouvriers de Quillery se sont fâchés. Ils ont observé 2 heures de grève pour obliger les patrons à leur donner des vêtements de travail.

Devant ce mouvement de grève le patron a donné sa parole qu'ils auraient ces vêtements le lendemain matin. Et effectivement, au petit matin les vêtements ont été distribués !

Comme quoi, deux heures de lutte valent mieux que 20 mois d'attente.

GUADELOUPE .

SUCCES DE LA GREVE A STRUCTURE METALANTILLES

En grève depuis le 7 juin les travailleurs ont obtenu satisfaction.

Ils réclamaient en effet l'augmentation de leurs salaires pour être payés comme ceux du bâtiment et l'amélioration de la sécurité sur les chantiers . Jusqu'ici ils étaient payés au SMIC et souffraient de nombreuses retenues sur salaire.

Nous reviendrons en détail sur cette grève qui aura duré 15 jours dans une petite entreprise de construction métallique travaillant sur Baillif et Pointe à Pitre.

GUADELOUPE

LES MANOEUVRES SE POURSUIVENT DANS LA MAIRIE DE BOUILLANTE.

Verra-t-on prochainement Chaulet candidat de la droite Maire de Bouillante ? C'est possible, après tout. Quatre de ces amis politiques viennent de démissionner du conseil municipal. Le maire actuel Canope peut encore se maintenir en cooptant au conseil les 4 membres suivants de l'ancienne liste Chaulet. Mais tous les atouts sont dans les mains du politicien Chaulet qui maintenant peut à tout moment démissionnner avec tous ses amis en entraîner la chute du conseil. Lors de nouvelles élections la droite avec Chaulet espère récupérer cette mairie, qu'elle avait perdue en mars 1983.

Ainsi donc Canope avait au lendemain des dernières élections municipales , éliminé Vairac en revenant sur sa parole. Aujourd'hui c'est Chaulet qui avec beaucoup d'astuce est en train d'ôter le siège de maire des mains de Canope.

On volè de droite ka volé en volè socialiste ! Diab' ka ri mé z'amis !

A PARIS PLUS DE 250.000 REUNIS DANS

LA "FETE DE LA PAIX"

Le week-end dernier 250 000 à 300 000 personnes se sont rassemblées sur les pelouses du bois de Vincennes à Paris dans une grande fête de la paix.

"J'aime la paix, j'aime la vie" tel était le mot d'ordre repris sur des dizaines de banderolles installées sur le parcours de la fête.

C'est sous l'égide de l'Appel des Cent document se prononçant contre la course aux armements et signé l'an dernier par 100 personnalités (dont une forte majorité de personnalités liées au PCF) que cette mobilisation avait été décidée . Le PC et la CGT en étaient manifestement les grands organisateurs. Même si de nombreux autres groupes politiques, associations, les avaient rejoints dans l'appel à ce grand rassemblement.

Du point de vue des organisateurs, cette journée connut donc un grand succès. Des délégations des départements français ont été formées pour aller à Genève remettre aux Négociateurs américains et soviétiques les milliers de signatures recueillies au bas du précédent "Appel des Cent".

Il est bien sûr que les dizaines de milliers de jeunes et moins jeunes venus de tous les coins de la France se trouvaient dans une grande communion pour désapprouver la course aux armements. Même si dans la réalité l'accent était mis beaucoup plus sur le prochain déploiement des fusées Pershing II américaines que sur les fusées SS-20 soviétiques.

Mais ce type de rassemblement, mi-fête du printemps, mi-fête de la nature, de la chanson, de la frite en plein air, ne peut aucunement faire reculer la frénésie du développement et d'accumulation des armes qui existe aujourd'hui chez les super grands.

La guerre n'est pas affaire de sentiments, ni mauvais, ni bons. Et les cimetières sont remplis de gens de tous les camps qui avaient eux aussi de bons sentiments.

Mais il est vain d'oublier que la guerre découle de la logique de tout un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la logique du système capitaliste qui domine actuellement la planète. Et au moment où la crise qui frappe ce système peut effectivement conduire au déclenchement d'une guerre plus grande et touchant infiniment plus d'individus que celles qui se déroulent déjà sur de nombreux fronts, un tel raisonnement est non seulement vain mais risque d'avoir un effet démobilisateur. Il peut entrainer l'illusion chez des milliers de jeunes qu'il leur suffira de faire de tels rassemblements sur des pelouses pour faire reculer le spectre de la guerre et de toutes les formes de récession de l'humanité sans avoir à s'attaquer avec acharnement à ce système lui même.

MARTINIQUE :

CAMPAGNE DE PRESSE CONTRE LES RASTAS :

UNE INDIGNATION SELECTIVE.

Le récent meurtre d'un chauffeur de taxi par un jeune qui serait un rasta a crée une vive émotion au sein de la population, émotion d'autant plus vive qu'il n'y a pas de mobile apparent au meurtre.

Et lorsque mardi 14 un incident s'est produit entre un automobiliste et des jeunes rasta à Fort de France, il n'en a pas fallu plus que le bruit coure que les rastas avaient tué un homme à Fort de France.

Par ailleurs, la presse a fait ses choux gras de ces incidents et a lancé une nouvelle campagne contre une prétendue insécurité qui régnerait à Fort de France. En réalité, tout ce que la Martinique compte de bien pensants est en train de mettre à profit ces événements malheureux pour mettre à l'index toute une communauté de gens qui ont la particularité d'être à la fois des marginaux, des gens qui n'acceptent pas les règles de la société, et aussi d'être des jeunes.

Bien des gens font le procès aux rastas - aux vrais rastas, comme aux faux d'ailleurs - de fumer de la marijuana. Il est certain que l'usage de cette drogue, comme d'ailleurs de tout ce qui obscurcit la conscience des gens est à mettre en relation avec la délinquance violente, encore que tous les drogués ne soient pas des délinquants , et que inversement tous les délinquants ne soient pas des drogués.

Mais là n'est pas le problème. Le problème est que la société coloniale tolère que des dizaines de milliers de personnes jeunes pour la plupart n'aient pas de travail et soient réduits à vivre d'expédients plus ou moins admis par la loi en vigueur !

Et quoi de plus normal si parmi tous ces jeunes placés de fait dans des conditions de délinquance, il y en ait une partie qui franchisse réellement le pas ou qu'il y en ait d'autres qui sans espoir, se réfugient dans la contemplation de Jah à travers les inhalations de marijuana !

Après avoir en quelque sorte fabriqué des délinquants la société s'indigne lorsqu'il faut payer de temps en temps les faux frais de cet état de fait. Mais cette indignation est bien sélective. Car si l'on souhaite vigoureusement l'emprisonnement des jeunes pratiquement sur leur seule apparence physique. Si comme Aliker, dirigeant du PPM l'a fait, on se glorifie du fait que les rastas ou autres porteurs de tresses et de chevelures mal peignées aient été chassés du parc floral, quelle est l'attitude des bourgeois vis à vis des délinquants de haut vol comme ceux qui ont défrayé la chronique ces temps-ci ?

Là plus d'indignation, plus de protestation. Ces choses - là, on se les raconte sous le manteau d'un air horrifié, mais sans que le scandale éclate. Et surtout, sans que cela coûte très cher à leurs auteurs. Et surtout, sans que le public sache comment ces affaires se terminent.

Ainsi, où en est-on à propos du détournement de fonds dans l'affaire Vénutolo Louis Achille ? dans l'affaire René Corail ? Dans l'affaire de la directrice des P et T de Trinité . Dans la tentative d'évasion de capitaux du fils Sablé ou encore du couple de pharmaciens biologistes ? Dans ces cas où les sommes en questions varient entre plusieurs dizaines de millions et plusieurs centaines de millions de centimes, la presse bourgeoise ne s'excite pas. Elle est bien trop occupée par le voleur à la tire, l'adepte de Rastafari ou le jeune marginal !

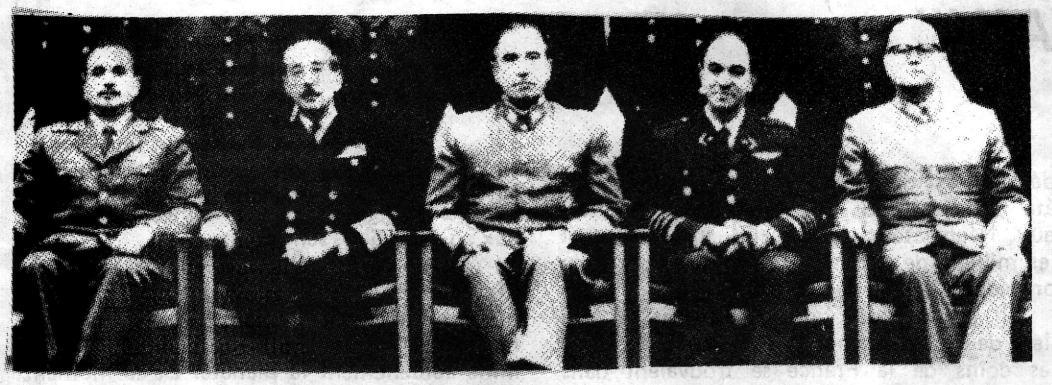
Alors, que les bourgeois gardent leur indignation, qu'ils s'en étouffent ! Et nous, travailleurs, ne nous laissons pas tromper. Nos ennemis, c'est les capitalistes et l'état colonial, créateurs de misère et sources d'injustice. Pas quelques dizaines ou quelques centaines de pauvres pour la plupart qui fument de la marijuana !

J.B

CHILI :

NOUVELLE EPREUVE DE FORCE CONTRE LE REGIME DE PINOCHET.





A l'heure ou nous écrivons, les différentes informations qui nous parviennent du Chili permettent de penser que il y a un risque d' affrontement entre les forces de répression et la classe ouvrière ou tout au moins une partie d'entre elle.

En effet depuis le mouvement de protestation nationale qui avait été organisé par l'ensemble des syndicats le 11 mai et qui avait rassemblé dans les rues de Santiago et de différentes villes de provinces des milliers de manifestants en colère, le gouvernement du dictateur Pinochet n'a pas cessé d'accentuer la répression contre la classe ouvrière. L'armée n'a pas hésité à tirer sur les manifestants les 2 mai et 14 juin faisant à chaque fois des morts et des blessés et à procéder à des raffles essentiellement dans les quartiers populaires. C'est ainsi qu'à chaque vague de répression ce sont des milliers de gens qui sont arrêtés et parqués dans des stades. Par ailleurs des groupes fascistes para-militaires assassinent des dirigeants ouvriers et procédent à des enlèvements. Cependant toute cette répression n'empêche pas la classe ouvrière de lutter.

Le mot d'ordre de grève générale pour le 23 juin, lancé conjointement par la CNT (Comité National des Travailleurs) et le Conseil Supérieur des transporteurs et camioneurs est l'événement qui retient particulièrement l'attention au Chili en ce moment. Cette grève sera la réponse de la classe ouvrière à la répression qu'elle subit. Plusieurs dizaines de dirigeants syndicaux ont été récemment arrêtés dont le président du CNT Adolfo Siguel et le vice président Hugo Estivales. Il faut signaler aussi les 2000 travailleurs des quatre principales mines de cuivre qui ont été licenciés uniquement parce qu'ils ont fait grève.

Actuellement les quatre principales mines du Chili sont occupées par l'armée. Les syndicats affirment leur volonté de faire grève tant que l'armée ne partira pas des mines et que les emprisonnées ne seront pas libérés.

Les couches petites bourgeoises, estudiantines, petits commerçants et autres ne cachent pas non plus leur mécontentement. Ils n'hésitent pas à descendre dans la rue manifester leur hostilité. Eux qui constituaient un des piliers du régime. C'est donc qu'après 10 ans de dictature le général Pinochet a fini par dresser l'ensemble de la population contre lui. Il a plongé le pays dans le désastre économique. Rappelons que le Chili fait partie des pays les plus endettés, on y compte 30 % de chômeurs, la production a régressé de 14 % et le pouvoir d'achat a diminué de 21 % à la fin de 1982. Il a placé la population sous la garde des baïonnettes mais 10 ans de dictature n'ont pas suffi pour mâter les travailleurs. Malgré la répression qui a décimé des milliers d'entre eux après la prise du pouvoir en 1973 par Pinochet, les travailleurs n'ont pas tardé à relever la tête. Ils interviennent vigoureusement sur le terrain de la lutte de classe.

On ne sait pas exactement quel sera l'aboutissement de ce vaste mouvement de colère qui couve au sein de la population. Pinochet semble bien avoir toujours l'armée en main et il garde donc la possibilité de réprimer comme en 1973 lors de son coup d'état. Il n'est pas sûr non plus que les travailleurs se laisseront surprendre comme il y a 10 ans de cela. Avant que les choses s'aggravent encore plus, la bourgeoisie chilienne a aussi la possibilité de licencier Pinochet pour le remplacer par un autre militaire qui apparait plus démocratique et capable de composer avec les syndicats.

En tout cas quels que soit les replâtrages que la bourgeoisie chilienne serait amenée à envisager cela ne résoudra pas les problèmes fondamentaux. Les problèmes du Chili sont ceux d'un pays sous-développé ayant à faire face à une crise économique mondiale. Et c'est aux travailleurs que les bourgeois tentent de faire supporter le poids de la crise. Dans cette situation la seule solution viable pour la classe ouvrière c'est de se préparer à prendre le pouvoir plutôt qu'à composer avec ses bourreaux.

ANNIVERSAIRE DU SOULEVEMENT DE SOWETO EN AFRIQUE DU SUD.

Le 16 juin 1976, à Soweto, en Afrique du Sud, éclataient des émeutres qui allaient faire dans la population noire des centaines de morts , des milliers de blessés.

A l'origine de ces émeutres, une manifestation pacifique de collégiens qui voulaient protester contre l'afrikaans, langue des anciens colons hollandais, dont descendent les Blancs sud africains, langue que le gouvernement voulait imposer dans les écoles.

Les forces du gouvernement ont ouvert le feu sur cette manifestation pacifique d'enfants, tuant des jeunes de 12 à 13 ans. Tout ce qui bougeait dans la rue était abattu.

Ce n'était pas la première fois : déjà en 1960, à Sharpeville, la police avait massacré la population noire.

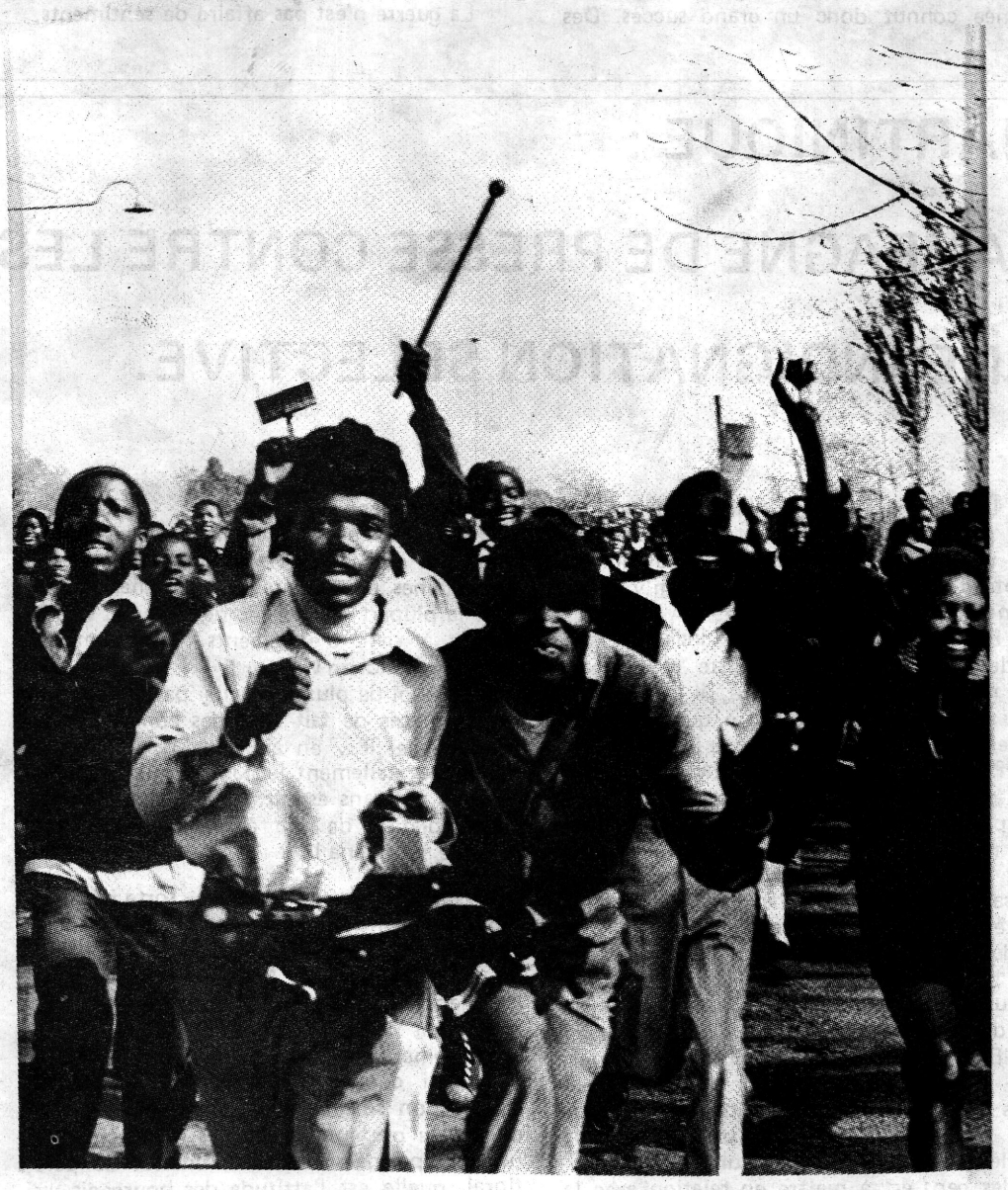
Mais face à cette répression sanglante, le mouvement entamé par les lycéens sur la base du refus de l'afikaans, s'est considérablement étendu.

Il a gagné les travailleurs noirs des Townships, les cités dortoirs, quartiers misérables qui s'étendent aux alentours des villes.

Parti de Johannesburgh, il s'est étendu à toutes les principales villes sud africaines, puis jusqu'aux Bantoustans, des réserves de Noirs que le gouvernement a constitué pour en faire des réservoirs de main d'oeuvre pour les capitalistes blancs.

Parti d'une opposition de collégiens à la langue imposée par le gouvernement le mouvement à dès lors remis en cause le régime raciste dans son ensemble, le système de l'arpartheid : l'arpartheid "développement séparé", mis en place par le gouvernement raciste blanc, fait des 18 millions de noirs, 69 % de la population sud africaine, des hommes privés des droits les plus élémentaires, tels celui de circuler librement dans leur propre pays, surexploités, à la merci des capitalistes blancs qui utilisent la ségrégation raciste pour renforcer l'exploitation.

Pendant plusieurs mois, les Noirs des quartiers pauvres vont s'affronter à la police dans l'ensemble du pays. En septembre des grèves générales éclatent à Johannesburgh puis au Cap. Ce sera le point culminant du mouvement.



La répression est très violente, car c'est le régime raciste lui-même qui est menacé, et à travers lui la domination des Blancs capitalistes.

Le 10 septembre 1977, Steve Biko, un des leaders du mouvement lycéen de Soweto, et un des fondateurs du mouvement la "conscience noire", meurt en prison après avoir été torturé.

Le 16 juin dernier, date anniversaire du soulèvement de Soweto, des manifestations ont éclaté . Les manifestants se sont attaqués aux forces de répression à coups de cocktails molotovs.

Lors de services religieux à la mémoire des morts de Soweto et celle des trois militants de l'ANC pendus par le gouvernement des appels ont été lancés pour "vaincre le régime minoritaire raciste".

C'est donc toujours le système de l'apartheid qui est visé par ces mouvements de révolte.

Et de tels mouvements continueront d'éclater, jusqu'à la destruction d'un régime qui légalise l'exploitation et l'oppression de 18 millions de Noirs par 4 millions de Blancs.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728